

**Déclaration**

## Des délestages cet hiver ? Responsables et Coupables : Marché, Gouvernements et Directions successives d'EDF !

Monsieur le président,

La FNME-CGT n'a de cesse, depuis de nombreuses années, d'alerter directions et politiques sur l'absolue nécessité de construire des moyens de production PILOTABLES ! Comme elle alertait dès 1996 sur les dangers d'une marchandisation de l'électricité, à coups de directives européennes libérales, acceptées par une France abandonnant ses atouts d'indépendance énergétique et donc économique...

Les décideurs des gouvernements successifs, la CRE et le RTE attendaient que la diminution de la demande s'effectue par les économies d'énergie, déjà contraintes pour 13 millions de nos concitoyens en précarité énergétique.

Ainsi dès 2014, Elisabeth Borne, directrice du cabinet de Ségolène Royal, a fait adopter la LTECV (Loi de Transition Énergétique et de Croissance Verte) et ensuite la PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Énergie) limitant la part du nucléaire à 50%, et s'est félicitée en qualité de ministre de l'Énergie de faire fermer les 2 tranches de Fessenheim en 2020.

Il est aussi facile désormais pour le PDG d'EDF, de dénoncer les « stop and go » dans le plan de charge de la filière électronucléaire : l'accumulation des difficultés est bien visible, tant sur le parc en production, qui atteint son seuil le plus bas de productible depuis ces 30 dernières années, que sur les nouveaux ouvrages, tel que l'EPR de Flamanville.

Or les directions d'EDF ont eu tendance à considérer les parcs de production comme des « MACHINE A CASH » en affichant des objectifs peu réalistes sur les durées d'arrêt pour maintenance, en densifiant tellement les activités que les conditions de travail se sont fortement dégradées et en générant des interfaces de plus en plus complexes par des recours excessifs à la sous-traitance.

Les travaux dits « grand carénage » pour la rénovation et la modernisation du parc nucléaire n'ont été que trop repoussés. Les effets de saisonnalité ne sont pas évalués à leur juste valeur, la pression pour remettre les réacteurs sur le réseau est maximale, ces contraintes pèsent lourdement sur les agents et salariés prestataires.

Le parc thermique n'assure plus la fonction de soupape. Il est impératif de le dimensionner en conséquence.

La FNME CGT s'interroge donc sur les choix stratégiques du gouvernement et valide comme un bon soldat par la direction d'EDF. Pourquoi anticiper la fermeture de la centrale du Havre ? Les 600 MW seraient utiles aujourd'hui sur le réseau au vu de la situation énergétique.

Pour Cordemais, au-delà du projet ECC et la transformation des tranches, la capacité pilotable que représente les 1200mw sont essentiels pour le passage de cet hiver et bien d'autres à venir.

La FNME CGT constate que les heures de fonctionnement sont de plus en plus importantes d'année en année, mais les budgets ne sont pas anticipés. Ce qui impacte in fine la disponibilité des tranches.

Pour les turbines à combustion (TAC), on demande à la DTEAM de renforcer les effectifs pour des heures de fonctionnement en semi-base 1500H pour cet hiver.



Dont acte, mais quelles sont les dispositions prises concernant les heures de fonctionnements comme sur l'augmentation du trafic routier qui doit faire l'objet d'enquête publique ?

Pour la FNME-CGT, les effectifs ne sont pas correctement dimensionnés pour répondre à l'adéquation charge ressource.

Quant au premier dealer de France, Emmanuel Macron, il s'est entendu avec le représentant des intérêts de classes germanique, Olaf Soltz pour fournir du Gaz contre électricité. Ce qui nous fait craindre pour le maintien de l'alimentation des CCG au plus fort de l'hiver. L'équilibre fragile du réseau physique électrique européen s'opère par les gestionnaires du réseau, mais sous contrainte du marché. Un vrai marché de dupe !

En complément, sur la ressource hydrique gérée par les aménagements hydroélectriques et dans un contexte de réchauffement climatique, les conflits d'usage de l'eau vont s'intensifier. Conserver les concessions hydrauliques dans le giron de l'opérateur public EDF n'est pas une option. L'État ne peut pas céder aux dictats de Bruxelles qui veut imposer son soutien inconditionnel au secteur privé alors que les principes de sûreté des installations, de sécurité d'approvisionnement, et d'efficacité énergétique doivent compter avant tout.

**Il manque 12 GW de production pilotable, même avec tout le parc nucléaire opérationnel !**

**Cela n'est pas de la responsabilité des grévistes ou de la CGT mais bien de celle des gouvernements actuels et précédents ayant fermé Fessenheim et centrales thermiques, autant de moyens pilotables sans aucune compensation en capacité installée pilotable !**

Le sacro-saint marché a accompli son œuvre : il a rendu l'électricité RARE et CHERE ! Aux mains du marché depuis 20 ans, la production nucléaire est passée de surcapacitaire à sous-capacitaire et ne peut donc plus répondre aux besoins hivernaux.

Pour la FNME-CGT, il est impératif de reconstituer des marges de puissance pilotables pour garantir l'alimentation sans faille du pays :

- En prolongeant par une maintenance de haut niveau la durée de vie des réacteurs nucléaires,
- En engageant sans tarder la construction de nouveaux moyens de production thermique (CCG, TAC et biomasse), nucléaire (programme EPR 2) et hydraulique (Station de Transfert d'Énergie par Pompage et nouveaux sites de production).

Afin de ne pas laisser les Français dans le noir et dans le froid, et à l'aune de décisions structurantes pour notre Nation, la FNME-CGT poursuivra son devoir d'alerte et de propositions au travers de son Programme Progressiste de l'Énergie pour garantir la souveraineté énergétique de notre pays, et permettre l'accès à des tarifs de l'énergie - électricité et gaz - régulés et maîtrisés au plus proche des coûts réels vers les usagers particuliers, professionnels, collectivités et industriels.

Le préalable est en ce sens, la sortie immédiate des marchés pour un retour à un véritable service public de ces biens de première nécessité dans des filières Électricité et Gaz nationalisées.

**FIN DE DECLARATION**

